

# Le conjoint ou partenaire du commerçant

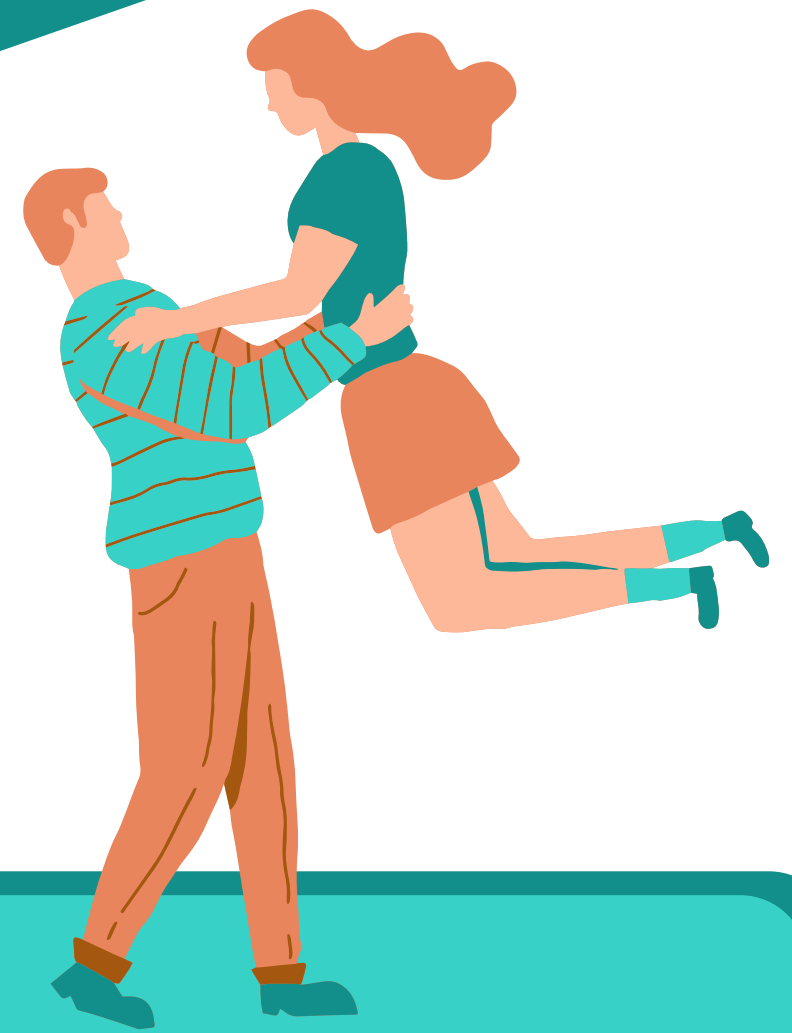


**DID  
YOU  
KNOW?**

Le statut du conjoint du commerçant varie selon que celui-ci participe ou non à l'activité commerciale de son époux

## Le conjoint ou partenaire étranger à l'exercice de l'activité

(Varie selon si les biens sont communs ou non. Si mariage ou PACS.)



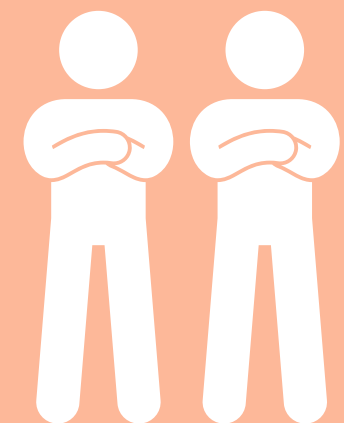
### L'époux commerçant :

Les pouvoirs de l'époux commerçant : Si le fond appartient en propre au commerçant, l'époux commerçant est seul qualifié pour accomplir tous les actes d'administration et de disposition sur le fond (**art 225 cciv**). Même chose si le fonds est un bien commun (**art 1421 al 2 cciv**). Cependant, le consentement des deux époux est requis pour céder le fonds, l'apporter en société ou le donner en nantissement si celui-ci est un bien commun (**1424 cciv**)

Les dettes de l'époux commerçant : si **séparation des biens**, les dettes restent propres à l'époux commerçant. Si c'est en **communauté**, les cocontractants peuvent poursuivre le paiement des dettes commerciales sur les biens propres de l'époux commerçant et sur les biens communs (**art 1413 du cciv**)

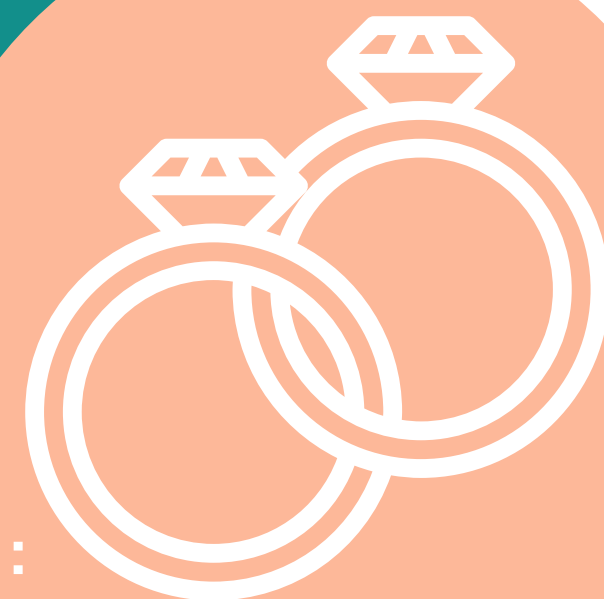
### Le partenaire de PACS commerçant :

En principe, le PACS n'a aucune incidence sur l'activité commerciale d'un partenaire : chaque partenaire conserve l'administration et la jouissance de ses biens personnels, et donc chacun reste tenu de ses propres dettes (**art 515-5 cciv**). Sauf si régime de l'indivision (**art 515-5-1 cciv**)



# Le conjoint ou partenaire participant à l'exercice de l'activité

(Les droits et obligations du conjoint varient en fonction du statut choisi)



## Le statut du conjoint ou partenaire du commerçant :

Le choix d'un statut légal : soit conjoint collaborateur, soit conjoint salarié, soit associé (**article 121-4 C.Com**). Pareil pour PACS (**L.121-8 C.Com**). Cependant, il n'est réputé lui-même commerçant que s'il exerce une activité séparée de celle de son époux.

**Le conjoint ou partenaire collaborateur** : le conjoint ou collaborateur doit exercer une activité régulière dans l'entreprise sans **percevoir de rémunération et sans être associé**. Il doit être déclaré en tant que tel au RCS. Il a une présomption simple de **mandat pour accomplir au nom de son époux les actes d'administration** concernant les besoins de l'entreprise. Il n'est pas tenu personnellement par les actes accomplis (**L.121-7 C.Com**)

**Le conjoint ou partenaire salarié** doit participer à l'activité commerciale à titre professionnel et habituel et doit **percevoir une rémunération** au moins égale au SMIC. Mais il n'y a pas de condition de subordination (**soc., 6 novembre 2001**). Il bénéficie donc de la protection du droit du travail et du droit de la sécurité sociale.

**Le conjoint ou partenaire associé** doit être associé de la même société. Il a donc le droit de vote, droit sur les dividendes, et le droit de contrôle et d'administration.

**La coexploitation** : le conjoint s'immisce dans la gestion du fonds de commerce, sur un pied d'égalité. Les époux auront tous deux la qualité de commerçant (**com., 15 octobre 1991**)



### Les garanties du conjoint :

**Du vivant du commerçant** : dans tous les cas, si le fonds est un bien commun le **consentement des deux époux** est requis pour céder le fonds, l'apporter en société ou le donner en nantissement **(1424 cciv)**. Si le conjoint participe à l'activité, le consentement des deux est également nécessaire pour la location du fonds de commerce et l'aliénation d'un élément du fonds de commerce nécessaire à son exploitation **(L.121-5 C.Com)**.

**Au décès du commerçant** : mécanisme de l'attribution préférentielle : lors du partage de la succession, le conjoint qui a participé à l'activité commerciale aura droit à **l'attribution de l'entreprise** (par préférence aux autres héritiers). Le conjoint ayant participé à l'activité commerciale pendant au moins dix ans sans percevoir de rémunération, aura droit à une **indemnisation (art 14 loi 31 déc 1989)**

